



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/yl/934

Arrêté du 24 octobre 2025 portant mise en demeure à la société Union Investment Real Estate France de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à Ensisheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, notamment le point 1.4 de l'annexe II,

VU la visite d'inspection du 3 septembre 2025,

VU le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé impose que :

" L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses [...].

[...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...].

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état

est mis à jour, a minima, de manière quotidienne."

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 3 septembre 2025 et du contrôle des documents associés :

- que les dates de mise à jour des états des matières stockées des deux bâtiments de l'installation ne respectaient pas la fréquence minimale de mise à jour,
- que les intitulés des matières stockées du bâtiment A n'étaient pas rédigés en français,
- l'absence d'unités dans l'état des matières stockées du bâtiment A,
- l'absence de discrimination par zone de stockage dans l'état des matières stockées du bâtiment A.

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Union Investment Real Estate France désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 112 avenue Kleber – 75116 Paris, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à Ensisheim.

Article 2 : **sous 1 semaine à compter de la réception du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé. Celles-ci consistent sont les suivantes :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses [...].

[...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...].

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. »

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 24 octobre 2025

Le préfet
pour le préfet et par délégation
le sous-préfet, directeur de cabinet,
secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE